



Communiqué sanctionnant la fin de la tournée du Président des FDLR à l'Est de la RDC:

Les FDLR réitèrent leur engagement pris le 31 mars 2005 et demandent à la Communauté Internationale d'accompagner activement ce processus de paix

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) réitèrent leur engagement pris le 31 mars 2005 à Rome et demandent à la Communauté Internationale d'accompagner activement cette dynamique vers la paix dans la région des Grands-Lacs africains. Particulièrement, elles réitèrent leur ferme détermination à s'engager dans un processus de transformation de leur lutte armée en lutte politique.

Les FDLR réaffirment leur ferme volonté de traduire dans les faits la mise en application effective et urgente de leur Déclaration de Rome. Elles demandent à la Communauté Internationale de ne pas continuer à être un acteur passif dans ce processus mais de faciliter la mise sur pied du Comité International de Suivi tel que convenu à Rome, seul garant de la mise en application concrète et effective des termes de la Déclaration.

Par ailleurs, les FDLR demandent au Gouvernement de Kigali de ne pas continuer à entreprendre des actes à tendance provocatrice destinés à faire échouer cette offre de paix.

Ainsi les FDLR expriment-elles leur inquiétude quant aux informations fiables selon lesquelles les autorités de Kigali auraient formé des commandos pour assassiner tout rwandais favorable à l'ouverture d'un espace politique au Rwanda. Elles condamnent avec vigueur les infiltrations massives des soldats de l'APR observées dans la Région du Sud et du Nord Kivu dont le but est de reprendre une nouvelle guerre en RDC et empêcher le retour pacifique des FDLR au Rwanda.

Les FDLR suivent avec inquiétude l'accroissement des actes de provocation de leurs troupes par ces éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise cachés au sein du RDC Goma et demandent au régime de Kigali de mettre fin à ces provocations, et ce dans les meilleurs délais afin de s'engager dans la voie pacifique pour une solution politique du problème rwandais.

Les FDLR condamnent le terrorisme et les autres crimes de droit international commis dans la région des Grands Lacs. Elles se distancent des actions terroristes des groupes Kiyombe alias Rasta dont sont victimes actuellement les populations de l'Est de la RDC en général et celles vivant aux environs de Walungu en particulier.

Les FDLR s'inquiètent sur le motif réel de ces crimes organisés et aimeraient bien savoir celui qui se cache derrière ses criminels.

Comme elles l'ont fait dans la Déclaration de Rome, les FDLR réaffirment leur ferme conviction que les coupables d'actes de terrorisme, de génocide et de crimes contre l'humanité doivent être poursuivis, jugés et punis par les juridictions internationales. Elles n'ont nullement peur de la

justice mais plutôt de l'injustice. Elles tiennent à réaffirmer leur disponibilité à collaborer avec tout tribunal judiciaire, indépendant et impartial.

Les FDLR trouvent déplorable la façon dont les tribunaux GACACA ont été conçus et travaillent. Ces juridictions ne sont qu'une parodie de justice conçue dans le seul but de faire peser sur toute rwandaise et tout rwandais la menace que chaque jour elle ou il peut être accusé de crime de génocide par ces tribunaux.

Les FDLR rappellent que le respect des Droits et des Libertés de l'Homme par le Gouvernement rwandais ainsi que l'ouverture d'un espace politique ne sont pas des conditions, mais des droits fondamentaux, inaliénables et non négociables, et que le peuple rwandais n'a à les quémander devant personne.

Les FDLR rappellent que l'établissement d'un espace démocratique au Rwanda est un facteur déterminant pour éviter que le peuple rwandais ne recoure aux armes ou à la violence comme derniers moyens pour recouvrer ses droits et libertés qui se dégradent de jour en jour.

Les FDLR trouvent inadmissible qu'après les destructions à l'arme lourde des camps des réfugiés rwandais à Goma, à Bukavu, à Hamisi, à Tingi Tingi, à Kibeho etc. en 1995, 1996 et en 1997, le régime de Kigali ose encore poursuivre par la force, les rwandais qui avaient trouvé refuge au Burundi dernièrement fuyant les tribunaux GACACA manipulés, injustes, marginalisants et discriminateurs. De telles violations des droits de l'homme ne sont pas de nature à encourager le retour pacifique des membres des FDLR dans leur pays qu'ils aimeraient pourtant rejoindre à tout moment.

Les FDLR appellent la Communauté Internationale à rester vigilante et à ne pas abandonner le peuple rwandais aux griffes de Kagame. Elles l'exhortent à accompagner activement et positivement la mise en application effective de la Déclaration de Rome.

Fait à Bonn, le 22 juin 2005.

Dr. Ignace Murwanashyaka



Président des FDLR